

Énoncé sur le [budget fédéral 2024-2025](#) de Chrystia Freeland par le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec 17 avril 2024

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) a déposé, le 12 février dernier, sept revendications dans son [avis prébudgétaire](#). Dans le budget déposé par Chrystia Freeland le 16 avril 2024, nous accueillons favorablement des annonces qui stabiliseront le financement en itinérance pour les quatre prochaines années. Le RSIQ s'assurera de diffuser à ses membres la répartition et les modalités de distribution des fonds.

Itinérance

Le RSIQ souligne :

- 1 milliard de dollars de plus sur quatre ans pour stabiliser le financement du programme Vers un chez-soi (VCS), dont 50 millions seront axés sur l'accélération de la réduction de l'itinérance à l'échelle communautaire. Les nouveaux investissements permettent d'établir le financement annuel total autour de 650 M\$. Voici leur répartition annuelle :
 - 2024-2025 : 100 M\$;
 - 2025-2026 : 100 M\$;
 - 2026-2027 : 400 M\$;
 - 2027-2028 : 400 M\$;
- 250 millions de dollars sur deux ans (2024-2025 et 2025-2026) pour régler le problème urgent des campements et de l'itinérance hors refuge. En retour de ce financement, les provinces et les territoires devront réaliser des investissements égaux à ceux du gouvernement fédéral, ce qui porterait le montant total à 500 millions de dollars sur deux ans.

Analyse, enjeux et questions

L'annonce d'un investissement supplémentaire de 1 milliard de dollars stabilise et augmente l'enveloppe du programme Vers un chez-soi jusqu'en 2028. Bien que nous ayons une idée générale de la répartition annuelle, nous nous engageons à suivre de près les données concernant l'allocation des fonds pour la province; le Québec demande en général une part du financement au prorata de sa population à environ 22%. Nous suivrons aussi le processus d'attribution des fonds aux groupes communautaires.

Des questions demeurent quant à l'affectation des 50 millions de dollars destinés à l'accélération de la réduction de l'itinérance à l'échelle communautaire. Il est possible que cette somme soit destinée aux accès coordonnés.

Le RSIQ surveillera de près la réponse des provinces et territoires face aux investissements qui leur sont demandés pour équilibrer les 250 millions de dollars destinés à résoudre le problème urgent des campements et de l'itinérance hors refuge.

De manière générale, le RSIQ portera une attention particulière à divers enjeux potentiels : la confirmation que le financement permettra de couvrir des dépenses rétroactivement jusqu'au 1^{er} avril 2024, la durée des projets financés, les délais accordés aux groupes pour déposer des demandes de financement, etc.

Plus largement, une priorité demeure : la signature de l'Entente Canada-Québec pour le programme Vers un chez-soi qui assure une cohérence avec la Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Immigration

« Le gouvernement fédéral travaille avec tous les ordres de gouvernement afin de trouver des solutions à long terme pour éviter que des personnes qui demandent l'asile se retrouvent en situation d'itinérance ». (<https://budget.canada.ca/2024/report-rapport/chap1-fr.html#s1-3>)

- 1,1 milliard de dollars sur trois ans, à compter de 2024-2025, à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour prolonger le Programme d'aide au logement provisoire. Le financement versé en 2026-2027 sera conditionnel à des investissements provinciaux et municipaux dans des solutions permanentes de logement de transition pour les personnes qui demandent l'asile.

Analyse, enjeux et questions

Comment les groupes communautaires qui interviennent en itinérance pourront-ils avoir accès à ces montants? Le RSIQ fera les démarches nécessaires pour orienter ses membres et développer des partenariats efficaces.

Logement

Le RSIQ a concentré ses efforts sur l'analyse des annonces concernant le financement en itinérance, mais les annonces en matière de logement sont importantes dans le budget. Nous vous invitons à consulter le [plan en logement](#) ainsi qu'à lire l'analyse du [FRAPRU](#) à ce sujet.

Analyse, enjeux et questions

Ce plan prévoit des financements récurrents sur quatre ans, ce qui répond à nos demandes de financements récurrents pour des actions structurantes destinées aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Toutefois, les annonces ne semblent pas assurer et encourager le développement de logements sociaux.

En résumé

Ces annonces répondent en partie à trois de nos revendications :

- Une augmentation de 30% des investissements pour prévenir et réduire l'itinérance au Québec par l'entremise de Vers un chez-soi afin de répondre à la crise à laquelle nous faisons face et un chantier en 2024 visant à identifier précisément les besoins des communautés en vue du budget de 2025;
- Que les financements supplémentaires soient récurrents afin de permettre des actions structurantes et que les appels à projets soient prévisibles, donnant ainsi le temps au milieu de s'organiser adéquatement en vue de répondre aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être;
- Que le gouvernement fédéral s'engage à investir, de manière récurrente, 3 milliards de dollars par année dans le financement de nouveaux logements sociaux.

En ce qui concerne les autres revendications du RSIQ, nous constatons malheureusement que :

- Le programme Vers un chez-soi est annoncé jusqu'en 2028 seulement;
- Aucune indexation n'est prévue pour le programme;
- L'approche globale est fortement menacée, puisque les fonds ne sont pas investis dans le respect de l'autonomie des régions et des groupes communautaires en itinérance par rapport à leur processus de gestion des fonds, ni en cohérence avec la Politique nationale de lutte à l'itinérance.

Finalement, quels seront les impacts des élections fédérales prévues en 2026? Les nouveaux investissements liés à VCS, qui semblent plus importants de 2026 à 2028, seront-ils menacés avec un nouveau parti au pouvoir? Enfin, à quoi pouvons-nous nous attendre après 2028?